

Partenariat transpacifique : pour satisfaire les plus riches de la planète? Et aucun avantage pour les citoyennes et citoyens

(Version originale en français)

**Mémoire déposé au *Comité permanent du commerce international* de la
Chambre des communes, dans le cadre de la consultation publique sur le
*Partenariat transpacifique***

par

**Alerte Pétrole Rive-sud
21 juin 2016**



Alerte Pétrole Rive-Sud (APRS) est un mouvement citoyen de la Rive-Sud de Montréal qui existe depuis mars 2014. Il est membre du *Regroupement Vigilance Hydrocarbures Québec* et du *Front commun pour la transition énergétique* (au Québec). Voici notre position dans la présente consultation

Marie Durand et Nicole Bussière, membres du comité de coordination d'APRS

« Même si toutes les organisations écologistes du monde mettaient leurs ressources en commun, elles ne disposeraient jamais d'un budget de relations publiques équivalent à celui d'un seul fabricant de pesticides décidé à défendre ses intérêts. »

Sheldon Rampton & John Stauber, 2012

Introduction

En prenant du temps pour vous exprimer notre position sur l'accord du Partenariat transpacifique (PTP), nous engageons notre temps, notre énergie et surtout nos espoirs. Nous nous questionnons sur les méthodes jusqu'ici utilisées dans la divulgation de l'information et dans la consultation de la population sur ce projet. Comment saurez-vous par la suite prendre la meilleure décision concernant la majorité des citoyennes et citoyens canadiens en respectant leurs valeurs et leur dignité? Nous croyons que la mission fondamentale d'un gouvernement, élu par le peuple, est de poser les jalons en vue du meilleur intérêt de sa collectivité, et ce, sans se départir de ses responsabilités en les reléguant au secteur privé. Il doit prévoir et protéger le pays des dangers qui le menacent.

« Le dogme de l'argent, de la croissance à tout prix et de ses impératifs s'empare de la raison. (...) La croissance infinie est impossible dans une biosphère dont les ressources sont limitées et en déclin. (...) Nous ne sommes pas des colonnes de chiffres. (...) Nous sommes l'avenir.»¹ Donner priorité aux intérêts des multinationales serait dilapider nos droits, nos valeurs collectives et aussi menacer nos environnements, pour asservir le pays et le transformer en colonies dédiées aux intérêts des diverses multinationales, qui réunissent l'extrême minorité des plus riches de la planète. Les membres du Comité permanent du commerce international désirent-ils inciter nos élus à vendre notre âme à ce diable du XXI^e siècle?

Des questions primordiales

Le tableau de fond est clair : le but du PTP, selon nous, est de donner plus de possibilités de commerce en créant plus de facilités pour les multinationales, tout en diminuant tout ce qui peut faire obstacle à leur quête effrénée de profit. Pour ces multinationales, les usages, normes et mesures pour protéger la vie, la santé, les droits humains et l'environnement ne constituent que des obstacles. Dans cette quête de profit sans fin, pour ces pseudo *rois et maîtres*, la personne se voit réduite au seul rôle de consommateur, ce qui nous indigné. Aussi, nous attendons des réponses claires, humaines, cohérentes, raisonnables et honnêtes aux questions qui suivent.

1. En quoi ce partenariat favoriserait-il nos préoccupations d'éthique et de solidarité sociales?

2. En quoi ce partenariat favoriserait-il l'équité intra et intergénérationnelle?
3. En quoi favoriserait-il le développement de nos régions?
4. Où sont les garanties pour une prospérité économique favorable au progrès social et qui respecte aussi l'environnement ?
5. Où applique-t-on les principes de précaution et de protection de notre souveraineté et de notre patrimoine culturel?
6. Comment ce projet permettrait-il d'assurer le respect de notre démocratie et les liens des citoyens et citoyennes avec les lieux de décision?
7. Où sont les garanties offertes par les multinationales en regard des **coûts associés aux dommages collatéraux qu'elles engendrent dans la société** (santé, environnement, qualité de vie, économie, accidents et catastrophes, poursuites et mandats juridiques, redevances, etc.)?
8. Comment éviter de saboter nos repères et mesures collectives quant au développement durable et à la justice sociale?
9. Combien de mesures de protection (santé, environnement, économie, démocratie, culture) perdrons-nous et combien d'argent chaque citoyenne et citoyen perdra-t-il en défenses juridiques (trésor public) pour tenter de maintenir nos acquis?
10. Comment éviter que les multinationales ne contrôlent l'informatique, y incluant nos données personnelles privées ?

L'élaboration de ce partenariat semble s'être faite en secret et de façon précipitée (ex. la tentative ratée de Fast Track de Obama), de sorte que la majorité des Canadiens et des Canadiennes n'en ont jamais entendu parler. ² Il faut maintenant faire beaucoup mieux, de façon transparente, en prenant le temps qu'il faudra. Le CPI et la Chambre des communes doivent utiliser toutes les connaissances scientifiques (indépendantes des fonds privés) pour fournir des réponses recevables à nos questions. Dans notre recherche de réponses, différents arguments ont été apportés, nous vous les présentons.

Protection de notre eau potable et de nos environnements

L'eau est la première ressource naturelle du Québec, plus précieuse que l'or ou tous les métaux et hydrocarbures (Coalition Eau Secours!). Ne permettons pas de la mettre à risque avec un tel partenariat.

Le PTP va à l'encontre de ce que nous dicte la raison au sujet des moyens de limiter le réchauffement climatique. Avec le réchauffement climatique, notre eau potable sera convoitée et certaines projections réalistes vont même jusqu'à parler d'une **guerre de l'eau**. Appliquons le *principe de précaution* face à cette possibilité de *bar ouvert* où, au bout du compte, ce sont nos fonds publics qui serviront à payer la note des frais juridiques pour se défendre des poursuites baillons des multinationales.

Les terres agricoles de cultures *biologiques* et de culture sans organismes génétiquement modifiés (OGM) seront davantage exposées aux contaminations par les OGM. Le PTP permettra aux armées d'avocats des multinationales sans scrupule de se déployer dans des poursuites baillons afin d'imposer leurs produits malsains.

Les arguments du Conseil des Canadiens

Le Conseil des Canadiens (CC) est **le plus grand organisme citoyen du Canada**. Il travaille à protéger l'indépendance du Canada *en faisant la promotion de politiques progressistes sur le commerce équitable, l'eau potable, la sécurité énergétique, les soins de la santé publics et autres enjeux sociaux et économiques qui préoccupent les Canadiens*.³

Sur la base de 8 principales raisons, le CC recommande le rejet du PTP. Voici ce que nous en retenons en y intégrant d'autres sources d'information :

1 – La souveraineté réduite

Le PTP permettra aux multinationales de poursuivre le gouvernement si celui-ci interfère avec leurs objectifs. L'Histoire a démontré de nombreuses fois que les intérêts des multinationales ne font pas bon ménage avec les intérêts publics (ex.: Monsanto). Il faut rejeter tout ce qui limite la capacité de légiférer des États.

2 – Droits exclusifs

Les multinationales jouiront de privilèges juridiques qui demeureront hors de portée des citoyennes et citoyens ainsi que des États.

3 – Concurrence déloyale

Les restrictions imposées aux sociétés d'État ne leur accorderont pas de traitement préférentiel. Les intérêts des actionnaires passeront avant les intérêts publics.

4 – Les emplois locaux menacés

Les sociétés étrangères auront les mêmes droits que les entreprises locales sur les contrats du gouvernement, annulant tout avantage des programmes d'achats locaux.

Nous croyons que c'est exactement le contraire qu'il faut faire, soit prioriser les programmes locaux. Il faut reprendre le contrôle total de nos richesses et de leur exploitation. Le libre-échange a déjà démontré que, loin d'être une solution, il a détruit des entreprises locales (délocalisation d'industries) et entraîné dans d'autres pays l'exploitation de populations (ex. : conditions de travail inhumaines).

À l'appui, une étude réalisée par l'Université Rufts indique que le Canada pourrait perdre plus de 58 000 emplois à cause du PTP. On ne pourra être en compétition avec des pays (ex. : Vietnam) dont les conditions de travail sont pitoyables.

5 – Diminution des salaires

Les multinationales acquerront de nouveaux droits tandis que les travailleuses et les travailleurs de tous les pays cumuleront des baisses de salaire et des pertes d'emploi.

6 – Insécurité alimentaire

Le PTP réduira notre capacité à protéger notre propre production et nos marchés seront réduits.

Les multinationales favorisent la monoculture. Des études ont démontré que ce type de culture appauvrit et détruit le sol, favorise l'infestation d'insectes et donc entraîne l'utilisation de pesticides nuisibles à la santé qui à leur tour empoisonnent la terre, perpétuant le cycle de la destruction (ex. : les abeilles).

Nous croyons qu'il faut plutôt favoriser la diversification des cultures, préserver les petites exploitations agricoles et encourager leur prolifération plutôt que de protéger les multinationales.

7 – Augmentation du coût des médicaments

Les brevets pharmaceutiques seront prolongés, entraînant la rareté de certains produits génériques, beaucoup moins chers.

8 – Les risques environnementaux

L'expérience a largement démontré que les multinationales ne se préoccupent guère des répercussions environnementales. Le PTP leur permettra d'intenter des poursuites visant à renverser les politiques protectionnistes de l'environnement.

À cela, nous ajoutons d'autres aspects que nous jugeons essentiels à considérer.

Le réchauffement climatique

Les scientifiques nous avertissent qu'il y a urgence et nécessité absolue d'éviter une hausse mondiale des températures, pour éviter un emballement climatique incontrôlable.

A Dangerous global warning will happen sooner than thought – study⁴.

Australian researchers say a global tracker monitoring energy use per person points to 2C warming by 2030

University of Queensland and Griffith University researchers have developed a “global energy tracker” which predicts average world temperatures could climb 1.5C above pre-industrial levels by 2020.

That forecast, based on new modelling using long-term average projections on economic growth, population growth and energy use per person, points to a 2C rise by 2030.

The UN conference on climate change in Paris last year agreed to a 1.5C rise as the preferred limit to protect vulnerable island states, and a 2C rise as the absolute limit.

Il est urgent de réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES) ⁵ dans tous les secteurs d'activités humaines, pour atteindre nos objectifs collectifs. Selon toute évidence, le PTP favorisera la multiplication des transports intercontinentaux et donc une augmentation de l'utilisation des énergies fossiles et, conséquemment, une augmentation des GES. Avec le PTP : au diable la lutte au réchauffement climatique!

La santé des moins nantis

« Nous devons développer un système agricole plus localisé et écologique pour réduire la dépendance sur les combustibles fossiles, absorber les coups durs à la réserve mondiale, et produire de la nourriture plus saine et plus abordable pour tous. »⁶

Nous considérons que le PTP va ouvrir à la privatisation des services publics pour les rendre *plus compétitifs*, ce qui implique une baisse d'accessibilité pour les moins nantis. On se doute bien aussi que le PTP favorisera la hausse du coût des médicaments, car les multinationales de cette industrie *auront beau jeu*. Des changements d'envergure en matière de sécurité alimentaire au Canada sont également à craindre. À titre d'exemple, des infiltrations de contaminants dans des produits laitiers venant d'ailleurs, sans qu'aucune étude sérieuse n'ait été menée sur les effets secondaires chez les humains.⁷

Niveler la santé vers le bas, ce n'est pas grave pour les plus riches, qui peuvent se payer les aliments de la plus grande qualité (voire biologiques ...) et les meilleurs services en cliniques privées. En perspective, le PTP est une offre pour un recul social important : au diable la santé !

De ridicules manipulations dans les calculs

Deux reportages démontrent de façon flagrante une vision illusoire, de courte vue et pour le moins tordue, de l'argumentaire présenté en regard des compensations liées à la mise en place du PTP.

« Dès l'entrée en vigueur du traité, le gouvernement canadien offrira de nouveaux programmes de compensation à long terme pour aider les producteurs touchés. Selon les informations diffusées lundi matin dans une séance d'information organisée à Ottawa, les contribuables canadiens devront verser un total de 4,3 milliards de dollars à cette fin. Un producteur laitier pourrait toucher 165 600 \$ sur une période de 15 ans. ⁸» Radio-Canada

« Le Canada était sous pression pour ouvrir son marché du lait, des œufs et de la volaille. Les provinces de l'est du Canada s'y opposent fermement. Le PTP donne un accès supplémentaire aux produits étrangers suffisant pour couvrir 3,25 % des besoins du pays en produits laitiers et de volaille. En contrepartie, le pays a obtenu une compensation financière destinée à ses producteurs touchés. Dans le domaine de l'auto, le syndicat Unifor clame que le Canada perdra 20 000 emplois à cause du PTP et de la diminution des exigences des règles de contenu. ⁹» Journal La Presse

Cette idée irrationnelle de compensations ingérables ouvre la porte à de multiples abus, avec en finalité des compensations assumées par la population ! ... et non par les auteurs réels des problèmes créés par le PTP. N'est-ce pas le comble du ridicule, pour ne pas dire de la tristesse? Au diable la rationalité!

Des milliers d'opposantes et d'opposants

Il ne serait pas décent de la part de nos décideurs de ne pas prendre en compte toutes les oppositions directes et indirectes au PTP ou à certaines de ses clauses. En voici un aperçu.

- **40 signataires de parlementaires des 12 pays impliqués** (12 mai 2015) - Lettre envoyée aux dirigeants politiques des pays négociant l'accord du PTP.¹⁰ Pour eux, le PTP constitue « une ingérence flagrante d'un gouvernement étranger dans les affaires souveraines de nos pays respectifs. (...) » et « porterait atteinte à la souveraineté de nos gouvernements respectifs ».

- **712 000 signataires** - Pétition d'Avaaz (2013) exprimant le refus du chapitre du PTP portant sur la sur la propriété intellectuelle¹¹.

- **41 102 signataires** du Manifeste canadien Leap Manifesto : « Nous demandons l'arrêt de toute opération commerciale qui interfère avec nos tentatives de rebâtir les économies locales, de réglementer les grandes sociétés et de mettre fin aux projets d'extraction dommageables. ¹²»

- **42 888 signataires** du *Manifeste pour un Élan global* dont voici un extrait : « Devant l'urgence, nous inscrivons notre dissidence. Nous nous déclarons objectrices et objecteurs de conscience. Nous retirons notre confiance aux gouvernements qui endossent le pillage du bien commun au profit de l'enrichissement de quelques-uns. ¹³»

Le lobbyisme

Que de mensonges à propos des profits anticipés par les multinationales, qui présentent leurs projets comme une source extraordinaire de bienfaits pour les collectivités! Avec des airs de mécènes, elles tentent « d'acheter » les autorités et les populations locales. Sheldon Rampton & John Stauber ont étudié l'ampleur des manipulations pour transformer *l'opinion publique* et conforter les intérêts des grandes entreprises. Les tactiques de relations publiques incluent « tous les canaux possibles pour que seule puisse être diffusée l'information qui arrange ». ¹⁴ Éric Pinaud décrit les effets d'une campagne, menée sans relâche par la multinationale TransCanada, dans la promotion de son projet *Énergie Est* : « Tout donne l'impression que la vision de la compagnie est parole d'Évangile jusqu'à preuve du contraire; et sans la vigilance des groupes écologistes, autochtones et citoyens, ce serait déjà dans la poche ¹⁵».

Gare aux lobbyistes qui manipulent les chefs de cabinet, les élus et les médias, en leur jetant de la poudre aux yeux. Et malheureusement plusieurs ex-politiciens, qui connaissent bien les rouages décisionnels du gouvernement, servent souvent de facilitateurs pour ces multinationales (phénomène des *portes tournantes*). Les décennies de lobbying et de copinage politique ont conduit à une méfiance citoyenne, aujourd'hui incontournable, face à ces pratiques, lesquelles réussissent souvent à pervertir la légitimité décisionnelle des élus. Vous qui déciderez, n'oubliez pas l'imputabilité liée à votre position.

Conclusion

Le PTP s'appliquerait à 40 % de l'économie mondiale, affectant fortement les populations concernées. Or, il est assez préoccupant de savoir qu'en 2015, 75 % des Canadiennes et Canadiens n'avaient pas entendu parler de ce projet.¹⁶ Un véritable processus démocratique requiert des **négociations transparentes**, une **information largement diffusée et débattue** dans la population et une **imputabilité** des décideurs quant aux conséquences d'un projet. Tous ces éléments sont malheureusement absents du processus pour le PTP.

Ce projet représente une menace à la capacité d'agir de nos gouvernements, ainsi qu'à la solidarité sociale et à l'équité intergénérationnelle. **Le PTP va aussi à l'encontre de la protection de notre environnement : climat, eau potable**, etc. De nombreux autres risques rendent ce projet **injustifiable** : droits exclusifs pour les multinationales, concurrences déloyales, emplois locaux menacés, insécurité alimentaire, augmentation du coût des médicaments, diminution des salaires, diminution de la qualité des conditions de travail et affaiblissement de notre culture. Ne permettons pas une telle abdication.

L'avidité des multinationales menace la démocratie. Méfions-nous des ententes qui confondent « développement économique » et bien commun. Aucune raison ne justifie d'affaiblir nos lois au profit d'une minorité. Modifier les règles du jeu démocratique, construites peu à peu sur des centaines d'années, serait odieux. Refusons le partenariat transpacifique, un projet insensé et immoral, véritable pacte avec le diable !

Nous recommandons au Comité permanent du commerce international de la Chambre des communes et au gouvernement fédéral de refuser de participer au Partenariat transpacifique.

« Nous ne serons pas complices de l'implacable destruction de notre avenir.
Rien de ceci ne se fait, ne se fera en notre nom. »

« Nous avons tout ce qu'il faut pour écologiser et humaniser notre économie. Pour entamer la transition, mobilisons talents et ressources pour la préservation de la planète et l'épanouissement des humains qui l'habitent. Créons ensemble un autre modèle en misant sur l'avenir. »

Extraits du Manifeste pour un Élan global

FINALEMENT, NOUS TENONS À **REMERCIER WIKILEAKS** QUI A INFORMÉ LES CITOYENS SUR CES NÉGOCIATIONS QUI AVAIENT LIEU DANS LE SECRET LE PLUS ABSOLU, VISANT À FAIRE ENCAISSER CE REDOUTABLE ACCORD, AU DÉTRIMENT DES DROITS DE LA PERSONNE.

Références

-
- ¹ Manifeste pour Un Élan global <https://elanglobal.org/#texte> (dernière consultation 9 juin 2016)
- ² Conseil des canadiens, juin 2015. Communiqué de presse : 75 % des Canadiens n'ont jamais entendu parler de l'important accord commercial « PTP » négocié en secret. Pétition <http://canadiens.org/fr/medias/75-des-canadiens-n-ont-jamais-entendu-parler-ntp-negocie> (dernière consultation 7 juin 2016)
- ³ Conseil des Canadiens - Site Web <http://canadiens.org/fr/propos> (dernière consultation 10 juin 2016)
- ⁴ Robertson, Joshua. (2016) Dangerous global warming will happen sooner than thought – study. *The Guardian*. <http://www.theguardian.com/environment/2016/mar/10/dangerous-global-warming-will-happen-sooner-than-thought-study> (dernière consultation 10 juin 2016)
- ⁵ Thompson, Andrea. *Alaska is way, way hotter than normal right now. 11 juin 2016* <https://grist.org/climate-energy/alaska-continues-to-bake-on-track-for-hottest-year/> (11 juin 2016)
- ⁶ Leap Manifesto <https://leapmanifesto.org/fr/signez-le-manifeste/> (dernière consultation 7 juin 2016)
- ⁷ <https://secure.canadians.org/ea-action/action?ea.client.id=1899&ea.campaign.id=44020>
- ⁸ <http://ici.radio-canada.ca/nouvelles/economie/2015/10/05/003-partenariat-transpacifique-entente-accord-tp-agriculteurs-automobile.shtml> (dernière consultation 7 juin 2016)
- ⁹ Dubuc, André. (2015) Partenariat transpacifique: les gagnants et perdants au Québec, *La Presse*, 06 octobre 2015 <http://affaires.lapresse.ca/economie/quebec/201510/05/01-4906956-partenariat-transpacifique-les-gagnants-et-perdants-au-quebec.php> (dernière consultation 7 juin 2016)
- ¹⁰ Lettre ouverte aux dirigeants politiques des pays négociant l'accord de Partenariat transpacifique, 12 mai 2015. <http://canadiens.org/sites/default/files/Trade/lettre-legislature-PTP-0515.pdf> (dernière consultation 9 juin 2016)
- ¹¹ https://fr.wikipedia.org/wiki/Accord_de_partenariat_transpacifique
- ¹² Manifeste canadien Leap Manifesto (Un bond vers l'avant) <https://leapmanifesto.org/fr/signez-le-manifeste/> (dernière consultation 7 juin 2016)
- ¹³ Manifeste pour Un Élan global : <https://elanglobal.org/#texte> (dernière consultation 7 juin 2016)
- ¹⁴ Rampton, Sheldon & STAUBER, John. *L'Industrie du mensonge Relations publiques, lobbying & démocratie*, en 2012. <http://agone.org/elements/lindustriedumensonge> (dernière consultation 7 juin 2016)
- ¹⁵ Pinault, Éric. *Le piège Énergie Est - Sortir de l'impasse des sables bitumineux*. Les Éditions Écosociété, 1re éd. 2016, 237 p.
- ¹⁶ Desrosiers, Éric. (2015) *Le PTP? Connais pas!* <http://www.ledevoir.com/economie/actualites-economiques/443051/le-ntp-connais-pas> (dernière consultation 12 juin 2016)